



LA PLACE DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CONTINUUM DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Rencontre des partenaires autochtones et en innovation d'Avenir d'enfants

Nathalie Côté, journaliste indépendante



Partout au Québec, différents types d'intervenants – qu'ils soient sur le terrain, gestionnaires, chercheurs ou autre, autochtones ou non-autochtones – mettent le développement des tout-petits au cœur de leurs actions pour construire le Québec de demain. Parmi eux, une cinquantaine de partenaires du projet collectif Avenir d'enfants se sont réunis à Québec le 2 novembre 2015, en amont du forum *Tous pour eux*, pour discuter de la place de la petite enfance dans le continuum du développement social.

Animé par l'anthropologue, auteur et animateur de radio Serge Bouchard, l'événement a permis à deux conférenciers de se pencher sur la question. Il s'agissait de Nathalie Bigras, professeure au Département de didactique et d'éducation de la petite enfance de l'UQAM, et Mario Régis, vice-président - développement social à Centraide du Grand Montréal.

ÉTAT DES LIEUX

D'entrée de jeu, les deux conférenciers ont dressé un portrait nuancé de la situation des tout-petits. « Depuis l'implantation de la politique familiale au Québec, la pauvreté des familles avec de jeunes enfants a diminué de 17 % à 6 % », a souligné Nathalie Bigras. De plus, les trois quarts des tout-petits se développent adéquatement et ne présentent pas de problèmes majeurs. La chercheuse s'inquiète cependant des 25 % de bambins vivant dans des situations plus difficiles, soit ceux qui grandissent dans une famille démunie, présentent des défis particuliers, sont issus de l'immigration récente (notamment les réfugiés) ou sont d'origine autochtone. « Les enfants des Premières Nations atteignent tous les records en matière de difficultés, c'est 60 % à 75 % d'entre eux qui ne vont pas bien, illustre Mme Bigras. Nous sommes dans une situation inégalitaire où plusieurs sous-groupes de la population passent entre les mailles du filet. »

Le principal obstacle pour les intervenants consiste d'ailleurs à joindre les parents des enfants les plus vulnérables, ceux vivant dans une extrême pauvreté. « Ils sont moins nombreux à bénéficier de services de garde éducatifs, alors que ce sont eux qui en ont le plus besoin », note Mme Bigras. Ainsi, 93 % des familles nanties y ont accès contre seulement 75 % des familles démunies.

La situation est d'autant plus préoccupante que les inégalités sociales sont de plus en plus grandes, selon Mario Régis. Environ quatre ménages montréalais sur dix consacrent le tiers de leurs revenus à l'habitation. Ils sont souvent obligés de diminuer leurs portions ou de sauter des repas pour arriver à joindre les deux bouts. « Les gens réduisent la nourriture en premier parce que si on ne paie pas le loyer ou l'électricité, on va perdre son logement ou le courant, souligne M. Régis. Couper l'épicerie n'a pas de conséquence sur les autorités alors c'est ce que plusieurs personnes font. »

Dans les milieux pauvres, les statistiques montrent également que les bébés ont un poids plus faible à la naissance. Les enfants sont aussi moins matures au moment de l'entrée à l'école. « Plus tard, cela se répercute sur les taux de diplomation et sur différents autres facteurs », constate M. Régis. À titre d'exemple, l'espérance de vie dans un quartier comme Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal, est même inférieure de dix ans à celle dans Westmount. Pourtant, à peine quelques kilomètres les séparent.

Serge Bouchard a rappelé à bon escient que la petite enfance n'a ni frontière, ni couleur, ni compartiment. Les jeunes enfants de toutes les communautés représentent une vaste terre riche et précieuse à cultiver pour la société de demain. Les plus vulnérables d'entre eux méritent une attention plus soutenue de notre part.

CINQ GRANDES IDÉES

Tant dans les discussions en sous-groupe entre les participants que dans les propos des conférenciers, cinq grandes idées sont ressorties de l'atelier.

1- La temporalité et la continuité

Bien des organisations se disent tiraillées entre l'urgence de répondre aux besoins actuels, comme s'occuper du retard d'un enfant avant son entrée à l'école, et la mise en place de solutions à plus long terme, comme la création de logements sociaux. « Dans la rareté des ressources, cela crée des tensions », constate M. Régis. Mais, à son avis, la réconciliation des deux éléments est primordiale si l'on souhaite améliorer les choses de manière durable. « L'éducation est importante, mais on ne peut pas investir cette année et espérer mesurer des résultats l'an prochain, illustre de son côté M. Bouchard. Il faut un engagement à très long terme et toute la société doit s'y engager. »

2- La réhabilitation des parents

Plusieurs participants ont également plaidé en faveur de la réhabilitation des parents dans leur rôle de premier éducateur de leur enfant, notamment en respectant leur potentiel. Une intervenante a souligné que plusieurs d'entre eux refusaient de participer à des activités de peur d'être jugés. Une autre a suggéré de développer et de mettre à profit l'expertise des parents auprès de leurs pairs. À titre d'exemple, les mairaines d'allaitement obtiendraient d'aussi bons résultats que les intervenantes auprès des nouvelles mamans lorsqu'elles sont bien formées et accompagnées. « Il n'y a rien de mieux qu'un parent pour parler à un autre parent de sa réalité, convient Mme Bigras. Moi, quand ma coiffeuse me questionne sur ce qu'elle devrait faire avec son bébé de 14 mois qui ne fait pas ses nuits, je ne lui parle pas des théories. Je lui demande ce qu'elle pense, ce qu'elle ressent et je lui conseille de se faire confiance. Je vais aussi lui dire ce qui a marché ou non pour moi. Je crois que c'est une formule gagnante. »

3- Trouver les mots pour convaincre

De plus, tous les participants sont convaincus de l'importance de rallier différentes organisations en petite enfance et de dénicher du financement pour répondre aux besoins. Ils jugent toutefois important de développer un argumentaire pour convaincre les autres, un véritable défi pour eux. D'ailleurs, au moment de ces discussions, quelque 1300 organismes communautaires faisaient pression sur le gouvernement pour obtenir un meilleur financement. « La réduction des services offerts par l'État entraîne une pression très forte sur eux, d'autant plus qu'ils subissent au mieux une stagnation de leurs revenus et parfois même une diminution », souligne M. Régis.

Le plus triste, pour Mme Bigras, c'est que les solutions pour aider les familles les plus vulnérables sont connues. Malheureusement, elles sont mises de côté, faute d'argent. « Certains centres de la petite enfance ont commencé à couper dans les repas, comme les produits laitiers à certains moments de la journée, illustre-t-elle. On coupe dans des aspects fondamentaux de la vie des enfants. » Et malheureusement, ce sont généralement les plus démunis qui en souffrent le plus. Elle déplore d'ailleurs que les restrictions budgétaires ne tiennent pas compte de la vulnérabilité plus grande dans certains secteurs.

4- L'importance de la collaboration et des partenariats

Les participants s'entendent aussi sur l'importance de se serrer les coudes, mais des obstacles demeurent. Parmi ceux-ci, la concurrence entre les organismes pour accéder aux rares ressources. « C'est un enjeu majeur, croit M. Régis. Malgré notre volonté de travailler ensemble auprès des mêmes personnes, il naît une certaine compétition. Il faut trouver comment faire en sorte d'être au service des familles et non de nos organisations. » L'événement se voulait d'ailleurs une occasion de créer et de renforcer les collaborations entre les différents acteurs en petite enfance.

M. Régis a également appelé les participants à surveiller les occasions qui pourraient découler de la disparition de nombreuses instances régionales. « Serait-ce une occasion de permettre aux intervenants locaux de prendre en charge l'organisation d'un certain nombre de services, tout en laissant l'État s'occuper des conditions de qualité? », questionne-t-il. Cela permettrait d'imaginer des solutions mieux adaptées aux réalités locales.

Plus d'efforts devraient aussi être mis sur le partage des savoirs. « Actuellement, beaucoup de connaissances circulent au sein de certains réseaux, mais elles n'en sortent pas », note Mme Bigras. Trop souvent, les différents intervenants œuvrent en silo. Pourtant, une meilleure collaboration semble faire une réelle différence. « Lors de la dernière enquête sur la maturité scolaire, les résultats dans le quartier Saint-Michel à Montréal étaient moins mauvais que dans d'autres quartiers ayant des conditions socioéconomiques similaires, raconte M. Régis. Toutes les hypothèses pour expliquer ce phénomène mènent au fait qu'il existe dans ce quartier un espace pour que tous puissent travailler mieux, ensemble et depuis plusieurs années. Il s'est créé des passerelles entre les intervenants, comme les centres de la petite enfance, les écoles, les établissements de santé et services sociaux et la Ville. Chacun amène son expertise. »

5- Préparer un grand rassemblement

Finalement, l'un des objectifs de cet événement était de solidifier l'union dans le mouvement général de la petite enfance au Québec. Les participants y ont adhéré sans réserve. Malgré l'ampleur des défis, plusieurs sont motivés à créer des états généraux sur la petite enfance. « En principe, les états généraux sont organisés par l'État, mais nous pourrions en faire qui soient citoyens » a suggéré Mme Bigras. « Nous devrions repartir d'ici en nous disant que dans deux ans, pour les 20 ans de la politique familiale du Québec, nous ferons un grand rassemblement québécois autour des communautés qui s'intéressent à la petite enfance » a-t-elle ajouté. La chercheuse a proposé de s'inspirer de ce qui s'est fait ailleurs. « Dans les années 1980, en Nouvelle-Zélande, ils ont décidé d'aller au-delà de leurs différences et de réunir tous les intervenants du monde préscolaire, de la petite enfance, des services de garde, des syndicats, etc., explique-t-elle. Ça a donné lieu à un programme qui a été accepté par le gouvernement et qui est en vigueur aujourd'hui. »